

Quand la vulnérabilité devient une force

La soirée de "l'Obs" consacrée aux vulnérabilités a permis de rappeler combien une société qui sait prendre en compte les plus fragiles se révèle plus efficace... pour tout le monde

Par ARNAUD GONZAGUE
Photos YANNICK STÉPHANT

En littérature, on appelle oxymore le fait d'accoler deux termes apparemment antinomiques. C'est sous le signe d'un bel oxymore, « la puissance des vulnérables », que s'est déroulée le 22 novembre la soirée de « l'Obs » dédiée aux questions des vulnérabilités. Celui-ci a été décrypté par Fabienne Brugère, philosophe et présidente de l'université Paris Lumières, spécialiste entre autres de la question du soin. Pour elle, « nous sommes toutes et tous plus ou moins vulnérables. Nous pouvons ou pourrions être confrontés à des situations de handicap, de grande dépendance, de vieillesse. Je crois donc que l'idée d'une commune vulnérabilité porte une puissance collective ». Mais, face aux multiples visages de la fragilité,

elle a déploré l'action d'un « Etat lent, bureaucratique, technocratique », qui ne sait pas bien s'appuyer sur l'expertise des acteurs de terrain, notamment les associations et leurs « micropolitiques souvent intelligentes ». « Nous sommes tous des singularités et les politiques doivent apprendre à faire avec nos différences », a-t-elle martelé.

Il s'agit aussi pour les institutions de changer de logiciel idéologique, a souligné Maryse Bresson lors de la première table ronde. Cette professeure de sociologie à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et chercheuse au laboratoire Professions, institutions, temporalités (Printemps) a en effet déploré le glissement des élites à partir des années 1980, ce que

l'on nomme « le retournement de la dette sociale ». « Aux XIX^e et XX^e siècles, il y avait cette idée que c'est la société qui produisait de la pauvreté, que celle-ci avait une dette envers les populations qu'elle ne parvenait pas à intégrer. » Aujourd'hui, à l'inverse, « c'est l'individu qui a une dette envers la société parce qu'il ne contribue pas à la création de richesses ». D'où une stigmatisation croissante des « assistés ».

La présidente de la Fondation d'entreprise Macif, Françoise Lareur, a, elle, rappelé l'action depuis trente ans de son groupe pour soutenir, partout en France, plusieurs milliers d'initiatives solidaires, « de l'émergence jusqu'au changement d'échelle ». « Il faut que les dispositifs d'accompagnement tiennent compte des besoins, différents d'un territoire à l'autre, a-t-elle précisé. Et se mettent à l'écoute des acteurs comme les collectivités territoriales, les mutuelles, les coopératives. Il faut accueillir les bonnes expériences pour en faire des politiques plus larges. » Françoise Lareur a, par exemple, souligné le succès des garages solidaires, ces structures associatives permettant à des personnes en insertion professionnelle de réparer des véhicules de seconde main, qui sont ensuite loués ou vendus à bas prix à des clients qui ne pourraient se les offrir. Un système 100 % vertueux qui commence à se répandre partout en France.

Un autre projet que la Fondation Macif soutient – celui-là depuis plus d'une décennie – était présent sur le plateau : les Accorderies,

un réseau représenté ce soir-là par leur déléguée générale, Zoé Renault-Revoivre. Nées en 2002 au Québec et concernant aujourd'hui trente-six structures en France, les Accorderies ont pour principe de lutter contre la pauvreté et l'exclusion par un système d'échange de services basé sur le temps. Pour le dire simplement, une heure de jardinage ou de bricolage chez un particulier permet à celui qui la donne de s'offrir une heure de cuisine ou d'initiation à l'informatique. Comment parviennent-elles à conserver leur mission initiale d'aider les démunis ? En n'oubliant jamais leur mot d'ordre, rappelé par Zoé Renault-Revoivre : « Allez vers ». « Nous faisons tout pour faire vivre les Accorderies en dehors des murs et faire venir des publics qui n'y iraient pas de manière naturelle », a-t-elle exposé. « Il s'agit de flouter les cases » un peu trop rigides avec lesquelles réfléchit l'administration : « Il existe des passerelles entre les cases, c'est là que se joue la finesse des interventions en faveur des individus. Qu'on nous laisse ouvrir les fenêtres ! »

Une dernière expérience de terrain a été édifiante pour le public, celle d'un « établissement qui n'entre dans aucune case », comme l'a joliment formulé l'une des médecins qui y travaillent, la docteur Armelle Brière-Savard. Cet établissement scolaire, qui va du CP au BTS, s'appelle Toulouse-Lautrec, il est situé à Vaucresson (Hauts-de-Seine) et a pour particularité d'accueillir 250 élèves en situation de handicap moteur pour 100 élèves valides. Une mixité possible parce que les cours y sont organisés pour laisser la place aux soins médicaux de ses pensionnaires. « C'est du sur-mesure pour chacun », a résumé Armelle Brière-Savard, qui a témoigné de son expérience dans un livre, « le Handicap au fond du cartable » (Ed. du Cerf). Elle a tenu à rappeler l'importance de la définition du mot « autonomie » aux yeux des élèves, c'est-à-dire « ne plus subir sa vie, arriver à faire des choix » malgré une dépendance qui est parfois lourde envers des dispositifs médicaux.

L'autonomie, c'est aussi « l'inquiétude première » exprimée par les personnes âgées, selon notre dernier invité de la soirée, le docteur François Puisieux, chef du pôle de gérontologie du centre hospitalier universitaire de Lille (Nord). Lui les accompagne pour qu'elles vivent les dernières années de leur existence dans les conditions les plus épanouissantes possible. Et il aimerait que le regard de la société change : « Cessons de penser



▲ Fabienne Brugère, philosophe.



▲ François Puisieux, gérontologue.



▲ Maryse Bresson, Zoé Renault-Revoivre et Françoise Lareur.



▲ Armelle Brière-Savard, médecin.

le grand âge comme un problème. C'est d'abord une chance de vieillir dans de bonnes conditions. Il existe des sociétés plus traditionnelles dans lesquelles on valorise ce que les personnes âgées peuvent apporter. » Le message est bien passé. ■

“IL FAUT ACCUEILLIR LES BONNES EXPÉRIENCES POUR EN FAIRE DES POLITIQUES PLUS LARGES.”

—
FRANÇOISE LAREUR,
FONDATION MACIF

En partenariat avec MACIF